

ARCELOR MITTAL ANNABA

Tous les effectifs seront maintenus

La sérénité est de mise au complexe Arcelor Mittal d'Annaba, géré depuis plus d'une année par Bernard Bousquet, directeur général.

Même les informations alarmantes induites par la crise économique et financière mondiale et la réduction de 30% de la production des 20 filiales du groupe, implantées à travers différents pays du monde, ne semblent pas perturber les activités du complexe d'Annaba.

A lui seul, il emploie plus de 6 000 agents. Quelque 2 500 autres activent dans les deux mines de fer de Boukhadra et Ouenza (Tébessa), dans les dépôts et les centres commerciaux implantés dans différentes régions du pays.

A quel niveau s'élèvent les déficits en production et en chiffre d'affaires dans la filiale d'Annaba ? Les réponses données par M. Bernard Bousquet ne sont pas alarmantes. Elles sont plutôt très optimistes, même si, ces trois derniers mois, le com-

plexe livre une bataille sans merci pour réduire les coûts de revient de la production. «La situation actuelle avec la baisse de la production automobile, partout à travers le monde, nous impose de prendre certaines dispositions. Il nous faut faire le maximum pour réduire nos coûts de production», souligne M. Bousquet. Le programme de réhabilitation des équipements et des projets, pour un coût d'investissement évalué à 1,5 milliard de dollars sera respecté après rééchelonnement.

Dans ce cadre, Arcelor Mittal envisage l'acquisition de nouveaux équipements de production et la rénovation de beaucoup d'autres, à l'image des aciéries, du four électrique et du haut fourneau n°2. La déclaration du directeur général, quant au maintien et pour longtemps de l'ensemble des effectifs, le confirme.

Avec son cerveau à Londres (la holding mère) et des filiales de production ou de commercialisation essaimées dans soixan-

te pays, le groupe affirme poursuivre son programme de croissance avec pour objectif la production du fer et de l'acier.

Crise ou pas crise, l'heure est à la mobilisation de tous dans le groupe Arcelor Mittal, constamment à l'écoute des marchés de l'acier dans le monde. Quotidiennement ses fax et correspondances électroniques communiquent la température à la filiale d'Annaba.

Et pour ceux qui doutent encore de l'efficacité de ce groupe, la progression du résultat net de 3,8 milliards de dollars enregistré ces neuf derniers mois, en progression de 29 % par rapport au 3^e trimestre 2007, est là pour le prouver.

Sur ces projets et perspectives, comme sur la question du maintien des effectifs, Bernard Bousquet est catégorique : tous les effectifs seront maintenus.

Il en parle dans l'interview qu'il a bien voulu nous accorder.

A. Djabali

BERNARD BOUSQUET, DIRECTEUR GÉNÉRAL

D'ARCELOR MITTAL ANNABA :

«Pourquoi cette désinformation ?»

Le Soir d'Algérie : Où en est la situation du groupe à l'heure où le monde vit une crise financière et économique sans précédent ?

Bernard Bousquet : Le groupe active dans 62 pays à travers le monde. De ce fait, Arcelor Mittal est un acteur mais il est aussi entraîné dans la situation économique mondiale et dans ce qui se passe depuis deux mois avec la crise mondiale et économique. Elle affecte toutes les activités. L'automobile et l'habitat sont de forts consommateurs de l'acier et leur mise en veilleuse s'est répercutée sur les producteurs de ce type de matériau.

Le groupe Arcelor Mittal est bien sûr touché par cette baisse du volume. Notamment ce dernier trimestre, avec une production en déficit de 30 % par rapport à l'activité qui, jusque-là, était bonne. Cette situation s'est négativement répercutée sur les prix de vente. Elle est aggravée par le surstock enregistré par la Chine qui, tout en étant un gros producteur, est aussi un grand consommateur de produits sidérurgiques jusqu'aux Jeux olympiques du mois d'août. Dans ce pays, la consommation a fortement chuté.

D'où le surplus d'offres, aggravé par une baisse de certaines matières premières. Les prix de vente se sont effondrés.

Quelles en sont les conséquences au niveau du groupe ?

Application de mesures de baisse des coûts, c'est-à-dire réduire les activités de sous traitance et les achats au strict minimum, de façon à réduire les stocks, limiter l'externalisation et adapter les dépenses.

Ces mesures ont pour objectif de minimiser l'impact sur les effectifs afin d'éviter de vivre la malheureuse expérience du chômage technique, comme cela se passe actuellement en Europe avec la mise au chômage technique des salariés. Il y a également la réduction des heures supplémentaires pour maintenir les coûts. Le dernier trimestre 2008 et le début de l'année 2009 devraient être assez difficiles. Cependant, le groupe Arcelor Mittal a toujours la volonté de concrétiser ses perspectives de

croissance pour le long terme, aussi bien dans le domaine des mines que pour la production de l'acier. Arcelor Mittal croit toujours que la demande d'acier est en croissance. Donc, ces programmes d'investissement restent d'actualité. Toutefois compte tenu de la crise, le calendrier de ces projets est en train d'être revu pour être rééchélonné dans le temps.

Où en est la situation à Arcelor Mittal Annaba ?

Arcelor Mittal Annaba est dans cette mouvance. Elle est présente sur le marché algérien pour 75 % de son activité et exporte 25 % de sa production, uniquement en produits plats dont le marché n'est pas demandeur. Cette dernière partie est très fortement touchée. La demande a fortement chuté dans les pays où nous exportons habituellement, dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie. En Algérie, la demande reste relativement bonne pour le rond à béton. Elle a, par contre, faibli en fil machine et en produits plats. Toutefois, nous restons avec une activité relativement bonne en cette fin d'année 2008. Nous avons eu des problèmes techniques les mois écoulés. Ce qui fait que notre carnet de commandes reste encore consistant donc une production, à assurer pour les semaines à venir. Là je reviens sur les coûts de revient que nous devons impérativement réduire, pour nous adapter aux prix de vente qui sont largement affectés en Algérie.

Est-ce qu'il y a un problème de baisse des prix de certains produits, comme le rond à béton ?

Oui, les prix du rond à béton ont fortement baissé sur le marché national, par rapport aux précédents mois où il y a eu des baisses très sensibles.

Ce qui nous oblige à nous adapter en coûts. Nous avons également à supporter les stocks de matières premières acquises à des prix élevés, notamment le charbon et le coke. Nous avons mis en place des mesures pour réduire la consommation de ces produits, nos

achats extérieurs et nos stocks, et contrôler ce que nous utilisons comme consommables. Nous réfléchissons davantage à chaque fois que nous aurons besoin d'acquisitions ou de prestations de services de façon à assurer la production avec le minimum de coûts et de dépenses. Le personnel de sous-traitance à notre disposition a été réduit pour travailler avec nos effectifs. L'opération a été entamée dès le début du mois de novembre.

Et sur le plan social ?

A ce niveau, rien ne devrait changer. Contrairement à ce qui est rapporté, il n'y aura pas de compression ou d'autre forme de mise en chômage de nos effectifs qui restent tels qu'ils sont. En matière de gestion, nous sommes tenus de nous adapter à la crise sans porter atteinte aux postes de travail. En clair, nous gardons nos effectifs.

Où en sont les projets d'investissement en Algérie ?

J'ai été étonné de lire quelque part que nous allons annuler différents projets d'investissement, à l'image de celui de Bellara à Jijel. Ce qui est totalement faux, et je me pose la question du pourquoi de cette désinformation. Je le dis et le répète, ces projets de croissance, planifiés par notre groupe, ne sont pas annulés en Algérie. Le rééchelonnement quant à leur concrétisation sera étudié. Pour le projet de Jijel, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, des discussions sont en cours pour finaliser beaucoup de choses, dont le problème de la désignation du terrain et le montage de la société. Dans les prochains jours, des réunions sont programmées au niveau du ministère pour affiner le dossier, ce qui confirme que les projets d'investissement ne sont pas annulés. Au contraire, les choses continuent d'avancer, ce qui ne veut pas dire que la crise mondiale n'a pas eu d'impact sur Arcelor Mittal Annaba.

Il y a également d'autres projets, tels que ceux liés à la réhabilitation des équipements de production existant ?

Ils sont nombreux. Certains sont

en cours d'achèvement, d'autres en voie d'être lancés ou à l'étude. C'est le cas pour les aciéries concernées par l'amélioration de l'état du convertisseur, le filtre à poussière pour l'unité d'agglomération, le haut fourneau n°2 qui doit être rénové en 2011. Il s'agit d'un grand programme pour l'équivalent de 100 millions de dollars. Ce qui n'est pas rien.

Quant au four électrique indispensable pour la transformation des déchets ferreux, à l'arrêt depuis cinq années, il sera retapé pour être remis en route, en même temps que le projet de Jijel qui comporte des options à étudier.

Que devient le dossier du minéral de Gara Djebilet ?

Notre groupe a marqué son intérêt pour ce projet. Une étude de faisabilité a été lancée pour voir par quel moyen ce minéral pourrait être transporté.

Cette étude sera longue. Il faudrait au moins 18 mois pour l'achever. Il s'agit d'un projet à long terme qui ne dépend pas uniquement d'Arcelor Mittal.

Doit-on dire qu'il n'y aura pas de compression des effectifs d'Arcelor Mittal Annaba ?

On n'en est pas là. En attendant des jours meilleurs, nous allons travailler sur la flexibilité de nos personnels. Il faudrait parler de redéploiement des agents en poste dans les unités inactives. Notre souci majeur est de maintenir tout le monde à son poste de travail et ce sera fait.

Nous avons surmonté des situations pires. Certes, pour cette année, à la suite des incidents techniques que nous avons vécus, nous n'atteindrons pas l'objectif fixé de 1,3 million de tonnes pour 2008. Mais, avec l'engagement de tous et de notre partenaire social, qui est le syndicat, nous atteindrons le million de tonnes. Les sous-traitants et les fournisseurs externes font partie de cet ensemble. Des problèmes d'exploitation pourraient nous perturber. C'est le cas en ce qui concerne l'alimentation en eau, dont le complexe est privé depuis trois jours.

A. D.

PREMIER SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA SIDÉRURGIE ET DE LA MÉTALLURGIE

Un carrefour d'échanges entre opérateurs

Le premier Salon international de l'industrie, de la sidérurgie, de la métallurgie et de la transformation (Metalex) a ouvert ses portes hier aux Palais des expositions de la Safex des Pins-Maritimes, à Alger.

Cette manifestation se déroule au moment où l'industrie métallurgique fait face aux dégâts causés par la crise financière mondiale.

«Ce salon est un espace de concertation entre les différents opérateurs dans ce domaine.

«C'est aussi une opportunité pour nous situer dans un contexte marqué par la persistance de la crise financière», a déclaré Lachgar Mohamed-Laïd, secrétaire général de l'Union arabe du fer et de l'acier (UAFA), lors d'un point de presse animé en marge du Metalex.

Une journée d'étude aura lieu aujourd'hui avec pour thème : «L'industrie de la métallurgie et de la sidérurgie face à la crise financière mondiale».

C'est le secrétaire général de l'UAFA et ex-président directeur général de Sider, Chetih Messaoud, qui animera le débat autour de ce thème.

Il affirme que ce sont plutôt le complexe d'El Hadjar, le géant indien Arcelor Mittal, et les exportateurs de rond à béton qui seront le plus affectés par les effets négatifs de la crise financière.

«Les exportateurs ont stocké, en juin et juillet derniers, d'importantes quantités de rond à béton acheté à 1 100 dollars la tonne. Actuellement, les prix ont dégringolé jusqu'à 500 voire 450 dollars la tonne, ce qui a engendré d'énormes pertes à ces importateurs d'acier, lesquels ne savent plus que faire de leur marchandise.

Concernant El Hadjar, le complexe est contraint d'aligner ses prix sur ceux pratiqués actuellement sur le marché mondial et national, pour pouvoir écouler sa production qui ne couvre que 20% des besoins nationaux en rond à béton», explique-t-il. Présent à l'ouverture du salon, le vice-président d'Arcelor Mittal Algérie, M. Merad, a déclaré qu'avec un coût de 60 000 dinars la tonne pour le rond à béton, le bénéfice est presque nul. La baisse des prix de l'acier sur le marché national ne profite finalement qu'aux consommateurs, qui payaient, il y a quelques mois, jusqu'à 110 000 dinars la tonne de rond à béton. Il convient de noter que 70% de l'acier importé par l'Algérie proviennent de l'Italie et de l'Espagne. Ces deux pays ont détrôné l'Ukraine et la Turquie, lesquels étaient auparavant les premiers pays fournisseurs de l'Algérie.

Lyès Menacer